

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-08-09
du 09 AOÛT 2024
prolongeant l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012
d'autorisation d'exploitation d'une carrière alluvionnaire
au lieu-dit « Les Pieds Secs »**

Société BONNARDEL

sur la commune de La Sône

Le préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 modifiant la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, et notamment l'annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et notamment les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.181-49 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'avis ministériel du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par l'arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012 d'autorisation d'exploitation d'une carrière alluvionnaire au lieu-dit « Les Pieds Secs » sur la commune de La Sône pour une durée de 12 ans ;

Vu le rapport du 23 juillet 2024 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, suite à la commission de suivi sur site du 16 juillet 2024 ;

Considérant la demande de prolongation présentée le 26 juillet 2024 par la société BONNARDEL ;

Considérant le rapport n°2024 – Is146-3SD de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, daté du 1^{er} août 2024 ;

Considérant le courriel du 5 août 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 8 août 2024 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant qu'il n'y a désormais plus d'extraction de matériaux sur le site et que le gisement autorisé a été entièrement extrait ;

Considérant que la demande de prolongation permettra de commercialiser et d'utiliser progressivement sur des chantiers locaux le tout-venant extrait de la carrière et que cela évitera une évacuation des matériaux extraits vers d'autres sites de la société qui aurait nécessité la mobilisation et la rotation de 4 camions pendant 7 mois environ selon les projections de l'entreprise ;

Considérant ainsi que l'impact en termes de qualité de l'air et de trafic d'une prolongation sera ainsi positif ;

Considérant que l'emprise ICPE autorisée demeure inchangée, et qu'une partie sera remise en état dès à présent (talus et ancienne entrée du site en pointe sud qui seront recouverts de terre végétale et ensemencés) ;

Considérant que les conditions d'exploitation demeurent et que l'ensemble des dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral du 17 août 2012 et par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières dont les différents suivis environnementaux (mesures de retombées de poussières, de niveaux de bruit, surveillance du niveau et de la qualité des eaux souterraines, ...) s'appliqueront encore au site ;

Considérant qu'une prolongation de 3 ans de l'autorisation d'exploiter le site avec la seule commercialisation du tout-venant extrait ne constitue pas une modification substantielle au titre du 1^o et du 3^o de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que la demande constitue néanmoins une modification notable des conditions d'exploitation ;

Considérant qu'au regard de la localisation, du contexte environnemental et de l'activité projetée de seule commercialisation du tout-venant, la demande de prolongation n'est pas susceptible de présenter des dangers et inconvénients pour la santé et la salubrité publiques ;

Considérant par ailleurs que les dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 peuvent être prévenus par le respect des prescriptions applicables au site, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation 17 août 2012 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ;

Considérant qu'aucune nouvelle activité ICPE n'est sollicitée (de surcroît, il n'y a plus d'extraction), ni qu'aucun changement de capacité ou de régime n'est demandé ;

Considérant que le mode d'exploitation, les flux et les nuisances demeurent inchangés voire même diminués par rapport à l'étude d'impact initiale ;

Considérant que la demande de prolongation n'est ainsi pas subordonnée à une actualisation de l'étude d'impact initiale ;

Considérant qu'il n'y a par conséquent pas lieu de procéder à une participation du public par voie électronique prévue par les dispositions des articles L.122-1-1.III et L.123-19 du code de l'environnement ;

Considérant qu'à la lecture des mêmes arguments, l'inspection des installations classées considère qu'une consultation du public hors procédure particulière, sous la forme d'une participation du public par voie électronique d'une durée de 15 jours en application des articles L.123-19-2 et suivants, n'est pas requise ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : Prolongation de l'autorisation

Le second alinéa de l'article 2. *Caractéristiques de l'autorisation* de l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012 est modifié comme suit :

« L'autorisation est accordée pour une durée de 3 années supplémentaires jusqu'au 17 août 2027, remise en état incluse. »

Article 2 : Garanties financières

L'article 16.1. Garanties financières de l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012 est complété comme suit :

« Pour la période 12 à 15 ans (2024-2027), l'exploitant est tenu de présenter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un nouvel acte de cautionnement solidaire dont il justifiera le montant conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009. »

Article 3 : Prescriptions applicables

L'ensemble des autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012 demeurent applicables au site exploité par la société BONNARDEL.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral ou par l'arrêté préfectoral n°2012-230-0020 du 17 août 2012.

Article 4 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de La Sône et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de La Sône pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BONNARDEL et dont copie sera adressée au maire de La Sône.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
de la protection des populations,



Jean-Luc DELRIEUX

